

**Etablissement d'un schéma directeur du patrimoine immobilier  
judiciaire du ressort de Nouméa en Nouvelle Calédonie (988)**

**N° Programme et opération études préalables :**

**2006-02 - 2021-070**

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES  
PASSÉ EN APPLICATION DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**OBJET DU MARCHÉ**

**MISSION DE REALISATION DE RELEVES TRIDIMENSIONNEL  
STRUCTUREL DU BATIMENT KAORI SITUE SUR LE SITE DU  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NOUMEA**

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**Vendredi 6 mars 2026 à 12H00 (heure de Paris)**

## Article 1. Acheteur public

### 1.1 Identification

Le maître d'ouvrage est l'APIJ – Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice  
Situé Immeuble Okabé, 67 avenue de Fontainebleau, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

### 1.2 Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues

Les candidats peuvent poser des questions relatives à cette consultation via la plateforme PLACE.

*(ou en cas de problème technique via mail aux adresses suivantes : [alexandre.masson@apij-justice.fr](mailto:alexandre.masson@apij-justice.fr))*

### 1.3 Adresse auprès de laquelle les offres doivent être envoyées

Les dossiers d'offres seront obligatoirement transmis via la plateforme PLACE.

*(ou en cas de problème technique via mail aux adresses suivantes : [alexandre.masson@apij-justice.fr](mailto:alexandre.masson@apij-justice.fr))*

## Article 2. Mode de passation

Il s'agit d'une consultation lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément à l'article L.2123-1 du code de la commande publique

## Article 3. Contexte de la consultation

### 2.1 Objet du marché

Mission de réalisation de relevés 3D d'un bâtiment situé sur le site du tribunal judiciaire de Nouméa, dans le cadre du schéma directeur judiciaire de Nouméa.

### 2.2 Mode de passation

Le présent marché est passé sans publicité conformément à l'article R.2122-8 du code de la commande publique.

### 2.3 Durée prévisionnelle du marché : 10 mois

### 2.4 Délai d'exécution : 2 mois à compter de la notification

### 2.5 Lieu d'exécution des prestations : Kremlin-Bicêtre (94) et Nouméa (98)

### 2.6 Variantes : Les variantes ne sont pas autorisées

## Article 4. Contenu du dossier de consultation des entreprises

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'acte d'engagement valant également cahier des clauses particulières (AE-CCP)

## Article 5. Présentation des propositions

Les candidats devront remettre l'ensemble des documents et renseignements suivants :

1. L'acte d'engagement (AECCP)
2. Une note méthodologique indiquant :
  - La méthodologie retenue pour assurer la prestation
  - La(les) qualification(s) des personnels intervenants.
3. Documents administratifs :
  - déclaration du chiffre d'affaires des 3 derniers exercices
  - liste de 3 références cohérentes avec la présente consultation
  - attestation d'assurance
  - attestations fiscales et sociale
  - RIB

Les documents seront rédigés en français.

## Article 6. Critères de sélection des candidatures

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

## Article 7. Critères de jugement des offres et négociations

La personne publique choisira l'offre économiquement la plus avantageuse selon la méthode décrite ci-après.

Le jugement des offres sera effectué en tenant compte des critères et de la pondération suivante :

Critères	Coefficient de pondération
1 – Prix	40%
2 - Valeur technique de l'offre :	60%

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

A l'issue de l'analyse et, le cas échéant, des négociations, l'attributaire devra fournir les attestations et déclarations prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-10 et R.2143-16 du code de la commande publique.

## Article 8. Renseignements administratifs

### 2.6 Date limite de réception des offres

La date et heure limite de remise des candidatures et offres est fixée en page de garde du présent règlement de la consultation.

Les dossiers qui parviendraient à l'APIJ après la date et l'heure limites ne seront pas retenus.

Ils feront l'objet d'un renvoi à leur expéditeur.

### 2.7 Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Le délai minimum de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.